

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	23/04/2019	2019-4593
ENREGISTREMENT	23/04/2019	151404/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 140

Séance du mardi 23 avril 2019

Convention collective de travail fixant, à titre interprofessionnel pour 2021 et 2022, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd

x x x

3.071

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 140 DU 23 AVRIL 2019 FIXANT, À TITRE INTERPROFESSIONNEL POUR 2021 ET 2022, L'ÂGE À PARTIR DUQUEL UN RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE PEUT ÊTRE OCTROYÉ À CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGÉS LICENCIÉS, AYANT ÉTÉ OCCUPÉS DANS LE CADRE D'UN MÉTIER LOURD

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, tel que modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 2014 ;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, enregistrée le 31 décembre 1974 sous le numéro 3107/CO/CNT, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, enregistrée le 31 mars 1976 sous le numéro 3769/CO/CNT, n° 17 nonies du 7 juin 1983, enregistrée le 10 juin 1983 sous le numéro 9411/CO/CNT, n° 17 duodeviciés du 26 juillet 1994, enregistrée le 9 août 1994 sous le numéro 36053/CO/300, n° 17 vicies du 17 décembre 1997 enregistrée le 22 décembre 1997 sous le numéro 46641/CO/300, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, enregistrée le 11 janvier 2002 sous le numéro 60497/CO/300, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003, enregistrée le 31 octobre 2003 sous le numéro 68226/CO/300, n° 17 tricies du 19 décembre 2006, enregistrée le 12 janvier 2007 sous le numéro 81532/CO/300, et n° 17 tricies sexies du 27 avril 2015, enregistrée le 27 avril 2015 sous le numéro 126893/CO/300 ;

Vu la convention collective de travail n° 143 du 23 avril 2019 fixant l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd ;

Vu la convention collective de travail n° 113 du 27 avril 2015 fixant, à titre interprofessionnel pour 2015-2016, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd, enregistrée le 19 mai 2015 sous le numéro 126897/CO/300 ;

Vu la convention collective de travail n° 122 du 21 mars 2017 fixant, à titre interprofessionnel pour 2017 et 2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd, enregistrée le 7 avril 2017 sous le numéro 138665/CO/300 ;

Vu la convention collective de travail n° 132 du 23 avril 2019 fixant, à titre interprofessionnel pour 2019 et 2020, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd ;

Travail ;

Considérant les accords conclus au sein du Conseil national du

le 23 avril 2019 ;

Considérant l'avis n° 2.130 émis par le Conseil national du Travail

Considérant que l'article 3, § 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise a prévu de relever, à partir d'une date fixée après avis du Conseil national du Travail, la condition d'âge pour l'octroi d'un régime de chômage avec complément d'entreprise pour les travailleurs occupés dans le cadre d'un travail de nuit mais que ce même arrêté royal prévoit qu'il peut y être dérogé à condition que la limite d'âge inférieure à 60 ans soit fixée, pour la période 2021-2022, dans une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par arrêté royal;

Considérant qu'en exécution des accords conclus au sein du Conseil national du Travail, les partenaires sociaux se sont engagés à conclure une convention collective de travail en vue de prolonger de six mois, en l'adaptant, le dispositif dérogatoire lié à la condition d'âge prévue à l'article 3, § 3, alinéa 7 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 et que cet accord porte à 60 ans l'âge d'accès pour l'octroi d'un régime de chômage avec complément d'entreprise à partir du 1^{er} juillet 2021 ;

leurs suivantes :

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travail-

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture

- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 23 avril 2019, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I – PORTÉE DE LA CONVENTION

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue en vue de donner exécution à l'article 3, § 3, alinéas 7 et 8 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

Elle a pour objet de fixer, pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs âgés licenciés, qui ont été occupés dans un métier lourd.

CHAPITRE II – CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention s'applique aux travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail ainsi qu'aux employeurs qui les occupent.

**CHAPITRE III – CADRE INTERPROFESSIONNEL DÉTERMINANT L'ÂGE APPLICABLE
AUX TRAVAILLEURS LICENCIÉS QUI ONT ÉTÉ OCCUPÉS DANS LE
CADRE D'UN MÉTIER LOURD**

Article 3

Pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs licenciés ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd est fixé à 59 ans.

Le travailleur doit être licencié au plus tard le 30 juin 2021 et avoir atteint l'âge de 59 ans ou plus au plus tard le 30 juin 2021 et au moment de la fin du contrat de travail.

Commentaire

La présente convention collective de travail fait usage de la faculté de prolonger, en l'adaptant, le dispositif dérogatoire lié à la condition d'âge prévue par l'article 3, § 3, alinéa 8 de l'arrêté royal du 3 mai 2007.

La présente convention est valable pour une période de deux ans, son champ d'application étant cependant limité aux travailleurs ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd, et qui sont licenciés pendant la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021 et ont atteint l'âge de 59 ans ou plus au plus tard le 30 juin 2021 et au moment de la fin du contrat de travail.

Les secteurs peuvent conclure une convention collective de travail sectorielle en application de la présente convention.

Moyennant cette convention collective de travail, les travailleurs qui remplissent ces conditions et qui sont licenciés avant le 1^{er} juillet 2021 pourront, s'ils remplissent les conditions fixées à l'article 22, § 3, alinéas 4 et 5 de l'arrêté royal du 3 mai 2007, solliciter une dispense de la disponibilité adaptée lors de leur inscription comme demandeur d'emploi et ce jusqu'au 31 décembre 2022 si, au moment de leur demande, ils ont atteint l'âge de 62 ans ou s'ils justifient de 42 ans de passé professionnel.

Pour cette période, les secteurs qui souhaitent appliquer le régime dérogatoire lié à l'âge en application de l'article 3, § 3, alinéas 7 et 8 de l'arrêté royal doivent se référer explicitement à la présente convention en application de leur convention collective de travail.

CHAPITRE IV – ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

Article 4

La présente convention est conclue pour une durée déterminée.

Elle produit ses effets le 1er janvier 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2022.

Fait à Bruxelles, le vingt-trois avril deux mille dix-neuf.

x x x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	23/04/2019	2019-4593
REGISTRATIE	23/04/2019	151404/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 140

Zitting van dinsdag 23 april 2019

Collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2021 en 2022, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen

X X X

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 140 VAN 23 APRIL 2019 TOT VASTSTELLING OP INTERPROFESSIEEL NIVEAU, VOOR 2021 EN 2022, VAN DE LEEFTIJD VANAF WELKE EEN STELSEL VAN WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG KAN WORDEN TOEGEKEND AAN SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS IN EEN ZWAAR BEROEP DIE WORDEN ONTSLAGEN

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, geregistreerd op 31 december 1974 onder het nummer 3107/CO/CNT, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, geregistreerd op 31 maart 1976 onder het nummer 3769/CO/CNT, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, geregistreerd op 10 juni 1983 onder het nummer 9411/CO/CNT, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, geregistreerd op 9 augustus 1994 onder het nummer 36053/CO/300, nr. 17 vicies van 17 december 1997, geregistreerd op 22 december 1997 onder het nummer 46641/CO/300, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, geregistreerd op 11 januari 2002 onder het nummer 60497/CO/300, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003, geregistreerd op 31 oktober 2003 onder het nummer 68226/CO/300, nr. 17 tricies van 19 december 2006, geregistreerd op 12 januari 2007 onder het nummer 81532/CO/300 en nr. 17 tricies sexies van 27 april 2015, geregistreerd op 27 april 2015 onder het nummer 126893/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 143 tot vaststelling van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 113 van 27 april 2015 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2015-2016, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen, geregistreerd op 19 mei 2015 onder het nummer 126897/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 122 van 21 maart 2017 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2017 en 2018, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen, geregistreerd op 7 april 2017 onder het nummer 138665/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 132 van 23 april 2019 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2019 en 2020, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen;

Overwegende de in de Nationale Arbeidsraad gesloten akkoorden;

Overwegende het advies nr. 2.130 dat de Nationale Arbeidsraad op 23 april 2019 heeft uitgebracht;

Overwegende dat artikel 3, § 3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, vanaf een datum bepaald na advies uitgebracht door de Nationale Arbeidsraad, voorziet in de verhoging van de leeftijdsvoorwaarde voor de toekenning van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage voor werknemers die gewerkt hebben in het kader van nachtarbeid, maar dat krachtens datzelfde koninklijk besluit ervan kan worden afgeweken, mits de leeftijdsgrens onder de 60 jaar voor de periode 2021-2022 is vastgesteld in een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard;

Overwegende dat, ter uitvoering van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten akkoorden, de sociale partners er zich toe hebben verbonden een collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten om de afwijkende regeling in verband met de leeftijdsvoorwaarde bepaald in artikel 3, § 3, zevende lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007, met aanpassing ervan te verlengen met 6 maanden en dat die akkoorden de toegangsleeftijd voor de toekenning van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage op 60 jaar brengen vanaf 1 juli 2021;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen

- De organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

- De Boerenbond

- "La Fédération wallonne de l'Agriculture"

- De Unie van de socialprofitondernemingen
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 23 april 2019 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I – DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Deze overeenkomst is gesloten om uitvoering te geven aan artikel 3, § 3, zevende en achtste lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage.

Zij heeft tot doel voor de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 de leeftijd vast te stellen vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen.

HOOFDSTUK II – TOEPASSINGSGBIED

Artikel 2

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers die zijn tewerkgesteld op grond van een arbeidsovereenkomst en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

HOOFDSTUK III – INTERPROFESSIONEEL KADER TOT VASTSTELLING VAN DE LEEFTIJD DIE VAN TOEPASSING IS OP DE WERKNEMERS IN EEN ZWAAR BEROEP DIE WORDEN ONTSLAGEN

Artikel 3

Voor de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 wordt de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen, vastgesteld op 59 jaar.

De werknemer moet ontslagen worden uiterlijk op 30 juni 2021 en de leeftijd van 59 jaar of ouder bereikt hebben uiterlijk op 30 juni 2021 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

Commentaar

Deze collectieve arbeidsovereenkomst maakt gebruik van de mogelijkheid om de afwijkende bepaling in verband met de leeftijdsvoorwaarde bepaald in artikel 3, § 3, achtste lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 met aanpassing ervan te verlenen.

Deze overeenkomst is geldig voor een periode van 2 jaar, waarbij het toepassingsgebied ervan evenwel beperkt is tot de werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen tijdens de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 en de leeftijd van 59 jaar of ouder bereikt hebben uiterlijk op 30 juni 2021 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

De sectoren kunnen een collectieve arbeidsovereenkomst op sectorniveau sluiten met toepassing van deze overeenkomst.

Door middel van die collectieve arbeidsovereenkomst kunnen de werknemers die voldoen aan die voorwaarden en die voor 1 juli 2021 ontslagen worden, indien ze voldoen aan de in artikel 22, § 3, vierde en vijfde lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 bepaalde voorwaarden, een vrijstelling van aangepaste beschikbaarheid aanvragen bij hun inschrijving als werkzoekende, en dat tot 31 december 2022 indien ze, op het ogenblik van hun aanvraag, de leeftijd van 62 jaar bereikt hebben of 42 jaar beroepsverleden bewijzen.

Voor die periode moeten de sectoren die de afwijkende regeling in verband met de leeftijd met toepassing van artikel 3, §3, zevende en achtste lid van het koninklijk besluit, willen toepassen, uitdrukkelijk verwijzen naar deze overeenkomst met toepassing van hun collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK IV – INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 4

Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021 en treedt buiten werking op 31 december 2022.

Gedaan te Brussel, op drieëntwintig april tweeduizend negentien.

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.
